

Dans la Nièvre un des plus grands gisements de charbon d'Europe attend d'être exploité

Cela paraît incroyable mais c'est vrai, en 1984, les ingénieurs du Bureau des recherches géophysiques et minières (BRGM) découvraient dans le département voisin un gisement qui constitue aujourd'hui la principale découverte charbonnière du siècle, en volume et en potentiel. Ajoutons à cela que l'exploration n'est pas terminée.

C'est en ces termes que le 7 juin 2000, à Lucenay, l'Union départementale CGT de la Nièvre et la

fédération des Mines-Energies CGT avec la participation de Bernard THIBAUT, présentait le sujet au cours d'un forum public qui rassemblait près de 400 personnes.

Il faut savoir que cette découverte faite en 1984 venait quelques temps après la nomination de Georges VALBON à la tête des Charbonnages de France par le gouvernement d'Union de la gauche arrivé au pouvoir en 1981. Alors qu'auparavant l'orientation était carrément la liquidation pure et simple des mines de charbons de notre pays au prétexte que le minerai importé revenait moins cher. Georges VALBON décidait alors de relancer la recherche de nouveaux gisements.

300 emplois directs et 1000 emplois induits.

Lors du forum du 7 juin 2000, Patrice PINNA, ingénieur géologue au BRGM qui avait participé aux travaux de découverte du gisement indiquait : « l'exploitation pourrait générer à minima 300 emplois directs et environ 1000 emplois induits selon le mode d'extraction qui sera retenu...250 millions de tonnes au moins de charbon (en couches de 5 à 80 m d'épaisseur) dorment à 600 m de profondeur. Rien que dans le secteur Nord, 60 millions de tonnes sont exploitables à ciel ouvert. On sait de plus que ce charbon est de qualité équivalente à celui importé ou à celui de Lorraine et qu'il peut servir dans de multiples domaines (énergie, chimie, cimenterie, engrais...) ».

Pourquoi cette inertie ?

Pourquoi ne s'engage-t-on pas en effet sur ce dossier pour enrayer le déclin économique et social dans un département qui souffre du chômage et de la désertification et pour contribuer à la diversification des ressources énergétiques du pays ?

Si les gouvernements successifs et pouvoirs publics en ont décidé autrement, c'est qu'en 1994, la signature du pacte charbonnier prévoit la fermeture des mines de charbons à l'horizon 2005 – 2010. Georges VALBON avait déjà démissionné de son poste, étant en désaccord avec l'orientation gouvernementale en matière de politique charbonnière.

Bousculer l'inertie

C'est la raison pour laquelle, la CGT organisait ce 7 juin 2000 ce forum afin de relancer le dossier et le débat public et de donner à celui-ci une dimension nationale.

Bernard DUBRESSON, secrétaire général de l'Union départementale CGT de la Nièvre déclarait à l'occasion :

« Notre département rural qui perd chaque année 800 habitants est soumis, depuis plus de 10 ans, à de nombreux plans de licenciements. Pour enrayer cette spirale de déclin, il y a nécessité de conduire toutes les luttes possibles pour préserver et développer les emplois en général et plus particulièrement les emplois industriels et exploiter les richesses naturelles comme le charbon ou le bois. La création d'un comité « pour une étude de faisabilité pour une

exploitation propre du charbon de Lucenay-Cossaye », a l'initiative du Parti communiste français, a lancé le débat.

Les nombreuses initiatives, débats, rencontres avec les populations, les maires... ont permis de marquer des points. Le Préfet de la Nièvre s'est déclaré favorable à une nouvelle étude et a promis d'envoyer rapidement un rapport en ce sens à Christian PIERRET, secrétaire d'Etat à l'Industrie. »

Question de coût ?

Une simple comparaison du coût du charbon français avec celui importé relève de l'absurdité. Il faut mettre en parallèle le « coût social » du charbon importé (conditions de travail, sécurité, salaires) et prendre en considération la mise sur le marché international, à prix bradé, des productions excédentaires des pays exportateurs afin de conquérir les marchés européens ».

Lors de ce débat, un mineur de Gardanne réagissait : « Aujourd'hui, il faut s'inquiéter du pouvoir du cartel pétrolier qui rachète les mines au niveau mondial. D'autre part, ce sont les deux plus grands pays producteurs (Chine et USA) qui fixent le coût du marché ».

Question d'environnement ?

Elle est fréquemment posée comme un frein : extraction, effet de serre... et le charbon souffre toujours, dans les têtes, de l'image de Germinal. Pourtant, même si le choix de cette énergie pour la production d'électricité pose des questions lourdes, l'état des techniques (lit fluidisé circulant) permet aujourd'hui d'affirmer qu'on peut limiter les dégagements de CO₂ et que les conditions de travail n'ont plus rien de similaire à l'époque de Germinal.

Des mineurs de Montceau-les-Mines n'ont d'ailleurs pas manqué de rappeler leur proposition

d'une centrale à lit fluidisé circulant pour remplacer celle de Lucy III qui devrait fermer en 2006.

Un dossier très politique

« Quand sera enfin tiré le bilan de 30 ans de déréglementation aux USA ? demande un intervenant au forum....

Nous refusons que l'énergie devienne une marchandise... La politique énergétique doit être assise sur l'utilisation des ressources nationales

(indépendance) et la diversification...

Elle doit aussi permettre de lutter contre les inégalités : énergie et développement vont de paire...

Le mouvement social s'est approprié la façon de poser ces questions nouvelles, nous nous battons avec nos forces syndicales pour Lucenay et, si nous gagnons, dans deux ans l'extraction débutera ».

Certains élus s'interrogent sur des questions très pratiques d'acheminement, de transport, d'infrastructures... alors que d'autres, nombreux interviennent pour dire : « allons-y, nous n'avons pas d'infrastructures lourdes suffisantes et bien créons les, ça fera du travail et ça désenclavera le département ».

La bataille engagée concerne tout le monde, c'est celle d'une société face à son avenir, c'est un combat citoyen. C'est pourquoi tous ensemble, il est urgent de le mener quand on sait que si pour le moment les Charbonnages de France traînent les pieds, une société anglaise s'intéresse à ce gisement.

Outre la question de l'indépendance énergétique que pose l'exploitation de Lucenay par une société anglaise, c'est aussi celle du statut des futurs mineurs qui est posée : statut des Charbonnages de France ou précarité à l'anglaise ?

Bernard THIBAUT quant à lui, a bien souligné que « le déterminant sera le poids de l'opinion... chaque individu est un pôle de rayonnement pour sensibiliser l'opinion publique... Cette initiative montre que le syndicalisme force de proposition, aide aussi à la réflexion ».

L'extraction du charbon dans la Nièvre, voilà le défi à relever.

